

**General Electric Belfort :**

**Marie-Guite Dufay refuse la suppression de plus de 1000 emplois**

Dans le contexte des menaces qui pèsent sur le site de GE à Belfort, 1<sup>er</sup> site du groupe en France comptant 4400 salariés, Marie-Guite Dufay, présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté, a rencontré l'intersyndicale GE Gaz. Un échange avec le cluster de la Vallée de l'énergie confirme l'urgence de la situation.

D'ici juin, c'est 800 à 1000 suppressions d'emplois que risque de subir la branche turbine à gaz de GE sur un effectif total de 1900 salariés. C'est autant de compétences et de savoir-faire infiniment spécifiques et uniques à l'échelle mondiale qui risquent de disparaître.

Pourtant d'après les prévisions de l'agence internationale de l'énergie, le gaz reste une composante du mix énergétique. Le marché de la turbine à gaz, notamment celles fabriquées à Belfort, n'est pas en récession mais en stagnation. Nous sommes actuellement dans un cycle bas mais lors de la reprise du marché il faudra être en capacité de remobiliser rapidement l'outil industriel et les compétences. Dans le cas contraire, cela sera la condamnation du site belfortain.

En attendant, une alternative doit permettre de maximiser les compétences et les savoir-faire existants à travers une diversification des activités notamment dans le secteur de l'aéronautique. De grandes similitudes existent entre la fabrication d'une turbine à gaz et celle d'un moteur d'avion.

Autre source de diversification, le nucléaire dans sa composante démantèlement et grand carénage. Cette filière d'avenir peine à trouver une main-d'œuvre qualifiée et disponible. Il serait dramatique que le territoire ne puisse se positionner au regard de l'expertise des salariés de GE Power à Belfort.

Voilà autant d'arguments en faveur de l'industrie et de l'emploi local que reprend la lettre ouverte des élus du nord Franche-Comté adressée au Président de la République et à laquelle la Région s'associe pleinement.

La Région Bourgogne-Franche-Comté et le Grand Belfort sont pleinement mobilisés pour accompagner les sous-traitants : recherche de nouveaux marchés, formation, innovation. La SEM Tandem est à même d'accueillir de nouveaux investisseurs.

Il nous appartient collectivement d'être force de proposition face à la menace qui s'annonce. Nous devons actionner un véritable plan de bataille pour sauver le site de Belfort, son écosystème performant, ses emplois et sa matière grise. A nos côtés, l'Etat doit prendre toute la mesure de la situation pour sauver ce site industriel et mobiliser très rapidement des investisseurs nationaux.